

COA

SID-ALI LEBIB (CANDIDAT À LA PRÉSIDENTENCE DU COMITÉ OLYMPIQUE)

«Berraf saura éviter de gérer le COA

Ancien judoka du MC Alger et de l'EN, titulaire du grade de 7^e dan, Sid-Ali Lebib a quitté le tatami pour se lancer dans les rouages de la Fédération algérienne de judo avant d'être élu, en 1986, au poste de président de la FAJ. Il connaît également les éloges de ses pairs arabes en étant élu en 1989 et réélu en 1992 au poste de président de l'Union arabe de judo. C'est en 1993 qu'il accédera au premier rang du COA. Quelques mois après, il intègre le bureau exécutif du CIJM avant de se voir confier, début septembre 1996, le portefeuille de ministre de la Jeunesse et des Sports. Il quittera, ainsi, le COA pour prendre les destinées du sport en général. Le D^r Lebib a occupé, quelques années plus tard, le poste de directeur général des Douanes nationales, et ce, de janvier 2001 à juin 2006. En cette année 2009, l'ancien président du COA ambitionne d'effectuer son grand retour parmi la famille sportive, et ce, à travers la plus haute instance, le COA en l'occurrence. L'insistance de personnalités sportives ainsi que des nouveaux présidents des fédérations de le revoir à la tête du Comité olympique l'a convaincu de sortir de son «isolement volontaire». Sid-Ali Lebib est le deuxième candidat annoncé pour le poste de président du COA. Avant sa candidature, seul le président sortant, le député Mustapha Berraf, postulait à sa propre succession, notamment après le retrait de la candidature de M. Larfaoui Mustapha, membre fondateur du COA, président de la puissante Fédération internationale de natation amateur et de la Confédération africaine de natation amateur. Le candidat Lebib, qui attend la convocation de l'AG électorale du COA depuis la fin du mandat du bureau sortant (2004-2008) en date du 3 mars 2009 à minuit, a bien voulu répondre à nos questions.

Le Soir d'Algérie :
D'abord, pouvez-vous nous confirmer votre candidature au poste de président du COA ?

Sid-Ali Lebib : Oui, je vous confirme ma candidature au poste de président du Comité olympique algérien d'autant plus que la majorité des présidents élus m'ont sollicité pour revenir aux affaires du COA, instance où je n'ai pas eu l'occasion de terminer mon mandat au début des années 90, et ce, suite à ma nomination comme ministre de la Jeunesse et des Sports. L'insistance de plusieurs personnalités sportives, notamment les nouveaux présidents des fédérations, m'a poussé à revenir aux affaires de cette structure très importante dans le fonctionnement du sport national.

Alors que toutes les fédérations sportives ont tenu leurs assemblées électorales, celle du COA ne semble pas pour demain...

C'est une bonne question ! Vous savez, l'échéance de fin de mandat de l'ancien bureau sortant était fixée au 3 mars à minuit et, par conséquent, le renouvellement de cette instance devenait inéluctable d'autant plus que les Jeux méditerranéens approchent à grands pas.

Cela veut dire que le COA active actuellement dans l'illégalité ?

Ecoutez, le mandat du bureau sortant du COA s'est achevé le 3 mars à minuit. Au-delà de cette date, le fonctionnement de cette structure est entaché

d'illégalité. Au jour d'aujourd'hui, le bureau du Comité olympique algérien est devenu illégal.

Pensez-vous que M. Berraf, fervent défenseur de la légalité, puisse travailler dans l'illégalité ?

Je ne le pense pas. Le président sortant du COA ne saurait accepter de travailler dans l'illégalité. Il évitera certainement de gérer illégalement le Comité olympique algérien à partir du 4 mars. La réglementation du Comité international olympique (CIO) est en ce sens claire. Elle stipule que les élections d'une instance olympique nationale interviennent l'année qui suit les Jeux olympiques d'été, soit à partir du 1^{er} janvier 2009. Aujourd'hui que toutes les fédérations sportives nationales ont tenu leurs assem-



Photo : Samir Sid

blées générales électorales, il est impératif que le COA tienne également la sienne.

Au-delà de cette date, qui pourra alors convoquer l'assemblée générale extraordinaire ?

Les textes de loi permettent aux deux tiers des membres de l'assemblée générale de demander la convocation de cette assemblée. Dans certains cas, le ministère de la Jeunesse et des Sports peut assister ces membres pour la préparation d'une telle assemblée et même dégager un bureau provisoire qui sera chargé de mettre en place une commission de candidature et de préparer une assemblée générale extraordinaire afin de permettre aux membres de l'assemblée de déposer leur candidature soit pour la présidence soit pour le bureau du Comité olympique.

Jusqu'à présent, une seule candidature a été officialisée pour la présidence du COA, c'est celle de M. Berraf, alors que toutes les fédérations ont connu de nouveaux présidents qui sont légalement électeurs et éligibles...

Vous savez, personne ne peut enlever à un membre de l'assemblée générale le statut de membre éligible et électeur. La prochaine assemblée générale sera extraordinaire. Elle permettra de recueillir de nouvelles candidatures pour organiser ensuite dans les quinze jours qui suivent une assemblée générale électorale. C'est à cette occasion que je déposerais officiellement ma candidature en ma qualité d'ancien président du COA.

Il semblerait que le report de la tenue de cette assemblée générale électorale est dû au déroulement de l'élection présidentielle...

Je ne le pense pas ! Car il est du devoir des dirigeants du Comité olympique de mettre justement en place une instance représentative afin de contribuer au bon déroulement de la campagne présidentielle. Mettre en veilleuse une instance qui dirige une quarantaine de fédérations sportives pour revendiquer le déroulement de la campagne présidentielle n'aidera, en aucun cas, le bon déroulement de cette dernière.

N'oubliez pas que le gouvernement suit avec une grande attention l'évolution du sport en général et ce qui se passe au Comité olympique en particulier.

Si l'Etat juge que la tenue des élections ne permet pas actuellement l'organisation d'un tel conclave en raison de la campagne électorale, il peut, par contre, mettre en place un comité d'organisation provisoire pour gérer les affaires courantes du COA, car le mandat de l'ancien bureau est temriné. Le cycle de préparation olympique est entamé, et les nouveaux présidents élus attendent un signe pour se préparer aux prochains Jeux méditerranéens de Pescara (Italie) qui auront lieu dans quelques mois.

Certains nouveaux élus que nous avons approchés contestent certains engagements pris par leurs prédécesseurs concernant ces JM.

Peuvent-ils demander le changement desdits engagements ?

Bien évidemment ! S'ils estiment que certains engagements doivent être revus, ils sont dans leur droit de le demander ! C'est pour cela que j'ai évoqué la tenue de l'assemblée générale électorale dans l'immédiat, et ce, afin de ne pas être confronté à certaines difficultés à l'approche des JM-2009. Je pense que le président sortant est conscient de cette contrainte et qu'il convoquerait assez rapidement l'assemblée générale pour permettre aux nouveaux présidents d'entamer convenablement la préparation de ces jeux.

Donc, d'après vous, la tenue de cette assemblée doit se tenir dans l'immédiat.

En effet Il est inconcevable que des fédérations préparent des jeux sans le Comité olympique ou avec un comité illégal.

TEMPS D'ARRÊT

Voies et moyens de la réussite

On a souvent tendance à dire que les objectifs de tel athlète international ou telle sélection nationale n'ont pas été réalisés en raison de la mauvaise gestion de la fédération concernée.

Ainsi, cette dernière (fédération) se retrouve à chaque fois sur le banc des accusés pour endosser pleinement ces échecs.

En réalité, ce jugement n'est pas toujours une vérité évidente qu'il faut forcément admettre, car, d'autres parties en sont également responsables. Il est certain que toutes les fédérations ont souvent une part de responsabilité suite aux piètres prestations des athlètes lors de manifestations sportives internationales car elles sont parties prenantes du mouvement sportif national. Mieux encore, elles sont les chevilles ouvrières, et par conséquent, elles doivent s'assumer dans de pareilles situations. Cependant, la responsabilité des autres parties à savoir celle des entraîneurs, des athlètes mais également celle de la tutelle, en l'occurrence le ministère de la Jeunesse et des Sports, n'est pas du tout à négliger.

La fédération a certes un rôle prépondérant à jouer. C'est en réalité la pièce maîtresse sur laquelle reposent les autres parties qui composent la discipline sportive. Son rôle consiste d'abord et avant tout à mettre tous les moyens humains (compétents) et matériels (adéquats) à la disposition des entraîneurs et de leurs athlètes. De plus, elle doit veiller au grain et apporter l'appui qui s'impose et à tout moment

aux compétiteurs pour aboutir aux résultats escomptés. Une fois tous ces moyens réunis, la fédération est en droit d'exiger des résultats selon les objectifs tracés en commun accord avec les entraîneurs.

Donc, les entraîneurs désignés par leurs fédérations respectives doivent à leur tour prendre leurs responsabilités en ce qui concerne le choix des athlètes, les entraînements ainsi que les stages de préparation aussi bien dans le pays qu'à l'étranger. Ces entraîneurs à qui les fédérations assurent tous les moyens exigés devraient, en cas d'échec, donner les raisons de la non-réussite voire parfois même de la débâcle.

Reste que la décision des fédérations de sanctionner ces mêmes entraîneurs ou de les reconduire dans leurs fonctions dépendra des justifications apportées par ces derniers. Les athlètes, pour leur part, ne doivent pas être à l'abri de tout reproche, de critiques et même de sanctions après les mauvaises performances enregistrées.

En effet, le sportif qui représente son pays lors de rendez-vous sportifs internationaux doit se donner à fond et se préparer continuellement et sans relâche pour justifier la confiance placée en lui. Il est clair que tout athlète de haut niveau a le droit d'exiger de bonnes conditions de travail. Il est en droit également d'exiger certains avantages qui peuvent lui assurer un avenir stable plus tard. Mais en contrepartie, il doit accomplir son devoir pleinement afin

que ses exigences matérielles soient réellement méritées. Il est clair aussi, que, parfois, le travail colossal et les efforts considérables déployés par l'athlète n'aboutissent pas à un résultat probant en raison du niveau plus élevé de l'adversaire dans une compétition internationale. Dans ce cas précis, l'athlète n'est pas à blâmer. Mieux, cela n'enlève en rien le mérite de l'athlète d'avoir consenti des efforts et travaillé d'arrache-pied sans pour autant parvenir à ses fins.

Enfin, il y a le rôle très important du ministère de la Jeunesse et des Sports qui demeure au-dessus des trois pôles cités, à savoir la fédération, l'entraîneur et l'athlète. Le ministère doit être l'arbitre en cas de litige. Ses décisions doivent être claires et sans ambiguïté. Son rôle ne doit pas s'arrêter uniquement aux décisions, mais également au suivi des événements et aux orientations des personnes chargées des missions de développement et d'orientation. Son rôle est beaucoup plus important que le pensent certains car, c'est lui qui détermine et met en place toutes les instances qui gèrent le sport. De ce fait, le ministère des Sports doit veiller minutieusement à garantir le bon fonctionnement des instances qui gèrent notre sport. En somme, seul un travail d'équipe basé sur la confiance, le sérieux et l'abnégation peut ouvrir de nouveau les portes de la réussite et de la gloire à notre sport.

Abdelkader Cheniouni (journaliste Al Jazeera Sports)